

# **KARL MARX PANGERMANISTE**

et

## **L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS DE 1864 À 1870.**

Librairie Armand COLIN  
103 Bd S. Michel, PARIS.

1915

-----

### **James GUILLAUME**

-----

#### **Chapitre 3:**

#### **RÈGLEMENT ET COMMISSION DU BUREAU DE PARIS (OCTOBRE 1866); SECOND CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE, À LAUSANNE; CONGRÈS DE LA PAIX ET DE LA LIBERTÉ, À GENÈVE (SEPT. 1867).**

Après le Congrès de Genève, le Bureau de Paris se donna un règlement, qui instituait une Commission administrative de quinze membres, élus au scrutin de liste, choisissant dans son sein trois correspondants, un caissier, un secrétaire-archiviste. La durée des fonctions de la Commission devait s'étendre d'un congrès à l'autre. La Commission élue (octobre), les trois correspondants furent Tolain, Fribourg et Varlin (1); le caissier, Héliçon; les fonctions de secrétaire et d'archiviste furent disjointes: Bourdon fut archiviste, et Chemalé secrétaire général. Les noms des neuf autres membres, comme il résulte de la liste de l'année suivante, sont Camélinat, Murat, Perrachon, Fournaise, Gauthier, Bellamy, Guiard, Delahaye et Delorme.

Quelques incidents sont à signaler dans la première moitié de 1867. C'est d'abord la grève des bronziers de Paris (février), à l'occasion de laquelle Tolain et Fribourg se rendirent à Londres avec trois délégués des grévistes (Camélinat, Kin et Valdun) pour solliciter l'appui des *Trades Unions*: il fut accordé. La lutte se termina par la victoire des ouvriers, qui eut un retentissement considérable. Le 26 mars, il y eut une émeute ouvrière à Roubaix: des milliers de tisseurs et de fileurs, affolés, brisèrent des machines et incendièrent des ateliers. La Commission parisienne lança un appel par lequel - après avoir parlé du problème que soulève l'emploi de la machine dans l'industrie, et avoir dit aux ouvriers roubaisiens qu'ils avaient eu tort de détruire des instruments de travail - elle proclamait sa solidarité avec les exploités, exposait leurs justes griefs, et demandait pour eux l'appui matériel et moral des travailleurs. Le 21 avril, autre appel, cette fois en faveur des charbonniers mineurs en grève à Fuveau (Bouches-du-Rhône).

Au même moment, des bruits de guerre ayant été répandus en France et en Allemagne à propos du Luxembourg, une adresse rédigée par des ouvriers allemands fut envoyée à Paris; le Bureau de Paris y fit, le 28 avril, une réponse qui fut traduite en plusieurs langues, et qui affirmait «*la solidarité universelle et l'alliance indestructible des travailleurs*».

(1) Varlin, l'actif organisateur de la Société des relieurs, paraît avoir été appelé aux fonctions de correspondant déjà avant le Congrès de Genève, en remplacement de Limousin.

Une *Exposition Universelle* avait été ouverte à Paris le 1<sup>er</sup> avril: le 6 juin, le Polonais Berezowski tira un coup de pistolet sur le tsar Alexandre II, qui était venu, à l'occasion de l'Exposition, rendre visite à Napoléon III.

L'*Internationale* devait tenir son deuxième congrès général à Lausanne le premier lundi de septembre. La démocratie européenne, de son côté, organisait, sous les auspices de Garibaldi, d'Edgar Quinet, de Bakounine (celui-ci avait fondé à Naples, en août, le journal *Libertà e Giustizia*), de Simon (de Trêves), un *Congrès de la Paix et de la Liberté*, qui devait s'ouvrir à Genève le 9 septembre.

Cette fois, la France fut représentée au congrès de l'*Internationale* de façon plus complète. Paris y envoya neuf délégués: Tolain, Murat, Fribourg, Chemalé, Marly, imprimeurs sur étoffes, Garbe, ferblantier, Pioley, mécanicien, Reymond, lithographe, De Beaumont, ciseleur en bronze; Lyon, le mécanicien Schettel et le tailleur Palix; Neuville-sur-Saône, Rubaud, imprimeur sur étoffes; Villefranche (Rhône), Chassin, marchand de vins; Vienne (Isère), le tailleur Ailloud; Marseille et Fuveau, le ferblantier Vasseur; Bordeaux, le bottier Vézinaud; Rouen, le lithographe Aubry; Caen et Condé-sur-Noireau, le publiciste Ch. Longuet. Le Conseil général avait délégué Dupont, qui présida le Congrès, Eccarius, Lessner et Carter: et en outre Odger et Cremer, qui se rendaient au *Congrès de la Paix*, et qui arrivèrent à Lausanne le 8 septembre, juste à temps pour assister à la clôture du Congrès de l'*Internationale*; l'Angleterre avait encore envoyé Walton, architecte, de Brecon (Galles), président de la *National Reform League* (chartiste), et Swan, rubanier, de Coventry. Citons de plus, parmi les délégués, dont le total était de soixante-onze: De Paepe, de Bruxelles; le Dr Kugelmann, de Hanovre; le célèbre Ludwig Büchner, de Darmstadt; le Dr Coullery, de la Chaux-de-Fonds; James Guillaume, du Locle, qui fut secrétaire et rédigea les procès-verbaux du congrès; Perron (Genevois), Dupleix (Français), J.-Ph. Becker (Allemand), venus de Genève; Karl Bürkly, de Zurich; les Italiens Gaspere Stampa, du *Comité central des sociétés ouvrières* de Milan, et le marquis Sebastiano Tanari, délégué de Bologne et Bazzano.

Ce congrès, animé d'un esprit plus révolutionnaire que celui de l'année précédente, produisit sur la plupart de ceux qui y assistèrent une impression profonde: ils sentirent s'éveiller en eux, au contact des délégués des prolétaires des divers pays de l'Europe, une vie nouvelle, «*et entrevirent pour la première fois, dans leur réalité humaine et scientifique, les perspectives grandioses de la révolution sociale universelle*» (*Mémoire de la Fédération Jurassienne*).

La principale question discutée à Lausanne fut celle de la propriété: De Paepe exposa la théorie de la propriété collective, et fut combattu par Longuet, Chemalé et Coullery; la discussion fut remise au congrès suivant. Bruxelles fut désigné pour siège de ce congrès; et, à l'unanimité, le *Conseil général* fut réélu et maintenu à Londres, la seule ville qui offrit à ce moment les conditions indispensables.

Le Congrès ouvrier, qui avait été invité à participer au *Congrès de la Paix* à Genève, déclara, en réponse à cette invitation, que la paix ne pourrait exister que dans «*un nouvel ordre de choses qui ne connaîtra plus dans la société deux classes, dont l'une est exploitée par l'autre*»; que la cause première de la guerre est le manque d'équilibre économique; que pour supprimer la guerre, il ne suffirait pas de licencier les armées, mais qu'il faudrait encore modifier l'organisation sociale dans le sens d'une répartition plus équitable de la production. Une délégation de trois membres, Tolain, De Paepe et James Guillaume, fut chargée de présenter au *Congrès de la Paix* cette résolution, et de lui dire que le *Congrès de l'Internationale* subordonnait son adhésion à l'acceptation des principes énoncés.

Les délégués parisiens avaient incontestablement joué au Congrès le rôle principal. Vermorel le dit dans le *Courrier Français*, et parla du «*caractère sérieux*» de ces ouvriers, qui «*ne faisaient pas de discours*», et qui discutaient avec intelligence les questions économiques les plus difficiles.

Cet éloge irrita Marx, il avait passé la moitié de l'été à corriger les épreuves du premier volume de son *Kapital*, qui s'imprimait en ce moment en Allemagne; le 15 août il avait donné le bon à tirer de la préface. Absorbé par son livre, il n'était pas intervenu activement ni publiquement dans les affaires de l'*Internationale* cette année-là. Mais il allait prendre sa revanche, et les Français n'avaient qu'à bien se tenir. C'est ce qu'il annonça dans une lettre à Engels du 11 septembre:

«*J'irai personnellement au prochain congrès, à Bruxelles, donner le coup de grâce (den Garaus machen) à ces ânes de proudhoniens. J'ai arrangé diplomatiquement toute la chose; je ne voulais pas paraître en personne, avant que mon livre fut publié et que l'Association eût pris racine. Du reste, dans le rapport officiel du Conseil général, - car, malgré tous leurs efforts, les bavards parisiens n'ont pu empêcher notre réélection (2), - je leur donnerai le fouet.*

*En attendant, notre Association a fait de grands progrès. Le misérable «Star», qui voulait nous ignorer totalement, déclare hier, dans son article de fond, que nous avons plus d'importance que le Congrès de la Paix. Schulze-Delitzsch n'a pas pu empêcher son «Arbeiterverein» de Berlin de se joindre à nous. Les sales chiens (Schiveinshunde) qui, parmi les trades-unionistes anglais, trouvaient que nous allions trop loin, nous rattrapent au pas de course. Outre le «Courrier français», ont rendu compte de notre congrès la Liberté, de Girardin, le «Siècle», le «Monde», la «Gazette de France», etc... Les choses marchent (3). Et à la prochaine révolution, qui est peut-être plus proche qu'il ne semble, nous (c'est-à-dire toi et moi) aurons ce puissant instrument dans notre main. Compare avec cela le résultat des opérations de Mazzini, etc..., depuis trente ans! Et tout cela, sans argent, et malgré les intrigues des proudhoniens à Paris, de Mazzini en Italie, et d'Odger, Cremer, Potter, à Londres, qui nous jalouent; et en ayant contre nous Schulze-Delitzsch et les lassalliens en Allemagne! Nous pouvons vraiment être très satisfaits!».*

Le même jour, Engels écrivait à Marx, au sujet de correspondances envoyées au *Times* par Eccarius sur le congrès, correspondances dans lesquelles le zélé disciple de Marx avait cherché à ridiculiser les délégués de Paris:

*«Il faut avoir soin de garder le secret sur le nom de l'auteur des correspondances du «Times», car, si on le savait, cela pourrait faire à Eccarius un tort énorme, il faudra, une autre fois, qu'avant d'écrire il se demande jusqu'à quel point les bourgeois de la rédaction pourraient exploiter ses railleries pour jeter le ridicule sur tout le congrès, et non pas seulement sur les quelques Français.*

*Puisque tu es en relations avec Vermorel, ne pourrais-tu pas obtenir qu'il ne dit pas tant de sottises sur l'Allemagne? C'est raide, tout de même de demander que Napoléon III se fasse libéral, bourgeoisement libéral, et qu'il déclare ensuite la guerre à l'Allemagne pour l'affranchir de la tyrannie de Bismarck! Ces crapauds (4), qui, même au cas où ils feraient une révolution, seront obligés de garder envers l'Allemagne les plus grands ménagements, se figurent donc qu'il suffirait d'afficher un peu de libéralisme pour que la France pût jouer de nouveau son ancien rôle! Je regarde comme très important, justement pour le cas d'une révolution, qu'on habitue ces Messieurs à nous traiter d'autre façon».*

Le lendemain 12, Marx répond à Engels:

*«Je suis tout à fait de ton avis au sujet d'Eccarius. Il manque à un ouvrier, particulièrement lorsque son esprit a la sécheresse critique d'Eccarius, l'adresse diplomatique... Mais cela ne nuira pas: les railleries d'Eccarius seront prises comme venant du Times.*

*Ce sont ces feignants de Suisses français (die faulen franzosischen Schweizer), très fortement représentés, qui ont fait le jeu des bavards français, grâce à la sottise du vieux Becker... Mais tout cela ne fait rien. L'essentiel, ce n'est pas ce qui se dit au congrès, c'est le fait qu'il ait eu lieu. Dans notre rapport général, on se moquera bien (5) des malins de Paris... Il s'agira d'amener l'an prochain à Bruxelles vingt Anglais et trente Allemands. Quant aux Belges eux-mêmes, comme on ne peut se faire représenter qu'à raison d'un délégué pour 500 membres, ils ne seront pas très nombreux (6). D'ailleurs, ils sont assez disposés à se rebeller contre les Parisiens.*

*Nota bene: Ce qu'il y a de malheureux, c'est que nous n'avons absolument personne à Paris qui puisse se mettre en rapport avec celles des sections françaises qui sont hostiles aux proudhoniens (et elles forment la majorité!). Si Dupont pouvait aller passer quelques semaines à Paris, tout s'arrangerait».*

Dès ce moment, Marx a nettement pris position. Il veut être dictateur. L'*Internationale* est désormais sa chose, et il a eu le cynisme d'écrire à Engels: *«A la prochaine révolution, nous (c'est-à-dire toi et moi) aurons ce puissant instrument dans nos mains».*

(2) Marx se figurait que les Parisiens voulaient placer à Paris ou, en attendant, à Bruxelles, le siège du Conseil général. Il était très mal renseigné. Jamais un projet semblable n'a existé. Dans tous les pays, les membres de l'*Internationale* désiraient que le Conseil général restât à Londres, - aussi longtemps du moins qu'une révolution victorieuse n'aurait pas fait de Paris une ville libre.

(3) En français dans l'original.

(4) Ce mot de crapauds était un terme aimable par lequel Marx et Engels désignaient familièrement les Français, les ouvriers français, comme l'expliquent les éditeurs de la *Correspondance*.

(5) En français dans l'original.

(6) En dépit de ce plan de Marx, il n'y eut au Congrès de Bruxelles, en 1868, que sept Anglais et sept Allemands (de ces derniers, deux venus de Londres et un venu de Genève); par contre il y eut vingt Français (dont deux venus de Londres), sept Suisses français (dont un venu de Londres), un Espagnol et cinquante-six Belges.

Lorsque, après la guerre de 1870, des hommes clairvoyants dénonceront le «*pangermanisme*» de Marx et du *Conseil général*, Marx ne relèvera cette imputation que pour s'en faire gloire. «*Eh bien, oui, dira-t-il en se rengorgeant, je suis Allemand et bon Allemand (von Haus aus ein Deutscher): par moi la science allemande s'est imposée au Conseil général: félicitez-vous-en!*». Il écrit en effet à son ami Bolte, à New-York, le 23 novembre 1871 (7):

*«On prétend qu'au Conseil général règne le pangermanisme et le bismarckisme. Le fait est que j'ai le tort impardonnable d'être un Allemand, et d'exercer sur le Conseil général une influence intellectuelle décisive. Notez que dans le Conseil l'élément allemand est numériquement trois fois plus faible que l'élément anglais et que l'élément français. Notre crime consiste donc en ceci, que les éléments anglais et français sont, en matière de théorie, dominés par l'élément allemand; de cette domination, qui est celle de la science allemande, ils se trouvent très bien et la regardent même comme indispensable».*

En 1880, lorsque sera fondé en France le «*Parti ouvrier*» de Guesde, Malon, Lafargue, etc..., Marx constatera avec orgueil que c'est à l'influence allemande qu'est due la naissance de cet organisme politique. Il écrit à Sorge, le 5 novembre 1880 (8):

*«Malon a été obligé de se convertir au «socialisme moderne scientifique», c'est-à-dire au socialisme allemand... «L'Émancipation», qui a commencé à paraître à Lyon, sera l'organe du «Parti ouvrier», qui s'est constitué sur la base du socialisme allemand... Longuet a si bien travaillé, que Clémenceau vient de passer à nous, dans son récent discours prononcé à Marseille... Je n'ai pas besoin de le dire - car tu connais le chauvinisme français - que les ficelles secrètes au moyen desquelles les leaders, de Guesde et Malon jusqu'à Clémenceau, ont été mis en mouvement, doivent rester entre nous. Il n'en faut pas parler. Quand on veut agir pour Messieurs les Français, il faut le faire anonymement, pour ne pas choquer le sentiment national».*

Comme tout cela est édifiant!

Au *Congrès de la Paix*, à Genève, la déclaration de l'*Internationale* fut lue à la tribune par James Guillaume, dans la première séance (lundi 9 septembre), et chaleureusement applaudie par une partie de l'assemblée. Elle provoqua une protestation de quelques économistes, MM. de Molinari, Dameth, Cherbuliez, etc..., lue le lendemain mardi; le même jour, Dupont, le président du Congrès de Lausanne, fit un énergique discours dont la conclusion était: «*Croyez-vous que lorsque les armées permanentes seront dissoutes et transformées en milices nationales, nous aurons la paix perpétuelle? Non, citoyens, la révolution de juin 1848 est là pour répondre... Pour établir la paix perpétuelle, il faut anéantir les lois qui oppriment le travail, anéantir tous les privilèges, et faire de tous les citoyens une seule classe de travailleurs: en un mot, accepter la révolution sociale avec toutes ses conséquences*». Garibaldi, le 11, dans une conversation particulière avec quelques délégués de l'*Internationale* (Tolain, Dupont, Murat, Chemalé, Fribourg, De Paepe, James Guillaume), leur fit cette déclaration: «*Je suis d'accord avec vous. Guerre aux trois tyrannies: politique, religieuse et sociale. Vos principes sont les miens*». - Bakounine, qui, pour la première fois depuis son évvasion de Sibérie en 1861, prenait la parole dans une assemblée publique, avait dit le 10 à la tribune: «*La Russie ne se relèvera qu'en adoptant les principes du fédéralisme et du socialisme, n'en déplaise à M. de Molinari qui a protesté contre les socialistes*»; et le lendemain Ch. Longuet, exposant à son tour les idées du socialisme fédéraliste, disait: «*Hier, un proscrit de la Russie du tsar, un grand citoyen de la Russie future, Bakounine, les exprimait avec l'autorité du lutteur et du penseur*». - Enfin, le 12, De Paepe lisait un discours où, en s'affirmant républicain et fédéraliste, il ajoutait: «*Mais nous ne voulons pas d'une république nominale et d'une fédération illusoire. La république, nous la voulons dans les faits, et surtout dans les faits économiques...; le fédéralisme, nous ne le voulons pas seulement en politique, mais en économie sociale*». - Le proudhonien Chaudey, qui aurait voulu rapprocher la démocratie bourgeoise et les travailleurs socialistes, essaya, dans un discours habile, d'indiquer les conditions d'une transaction; et l'organisateur du congrès, Émile Aollas, homme sincère, jurisconsulte distingué, crut que le rapprochement souhaité s'était accompli effectivement dans les esprits: il écrivit dans le journal *le Temps*: «*La politique et l'économie se sont reconnues et réconciliées dans la justice*». Mais ce n'était qu'une illusion; et dès l'année suivante il fallut constater qu'entre le socialisme et la démocratie bourgeoise il y avait un fossé que rien ne pouvait combler.

(7) *Briefe von J. Ph. Becker, J. Dietzgen, Fr. Engels, Karl Marx, und Anderen, an F.-A. Sorge und Andere* (Stuttgart, Dietz, 1900), p.40.

(8) Correspondance de Sorge, p.170.